

Contribution d'Enedis

Consciente des enjeux associés à la transition énergétique et à l'évolution des usages, Enedis s'est engagée depuis de nombreuses années dans un programme d'expérimentation des Smart Grids avec l'ensemble des acteurs du système électrique. **Les projets menés**, notamment dans le cadre des démonstrateurs, **ont permis de tester des cadres techniques et contractuels et de contribuer à la réflexion réglementaire et régulatoire.**

Les thèmes explorés dans ces expérimentations couvraient des champs très larges, de l'amélioration de la performance du réseau associée au développement des compteurs communicants Linky, à la mise à disposition, pour les clients et les territoires, de services numériques pour faciliter la maîtrise de la demande en énergie et le développement de nouveaux usages (mobilité électrique, autoconsommation), en passant par l'accompagnement de la transition énergétique en facilitant le raccordement et l'exploitation des ressources distribuées (énergies renouvelables, stockage, flexibilités).

L'approche par expérimentation est une approche à pérenniser compte tenu des évolutions que vit aujourd'hui le monde de l'énergie. Sa valeur ajoutée réside dans une approche agile (transversalité dans l'échange d'informations, implication des différentes parties prenantes), pas-à-pas (commencer par des hypothèses simplifiées de travail avant de rentrer dans les détails des possibilités), et dans l'évaluation en fin de période des coûts / bénéfices pour l'ensemble de la collectivité permettant ainsi une décision de généralisation le cas échéant éclairée.

Enedis, acteur de la transition énergétique, **se positionne en partenaire des évolutions.** Cet engagement s'inscrit dans une volonté d'accompagner les zones de création de valeur, en rupture, du fait des transitions énergétique et numérique, avec une approche de co-construction des solutions. Enedis vise à offrir les prestations d'un service public renouvelé pour répondre à la transition énergétique et aux nouvelles attentes des consommateurs tout en continuant à garantir et à améliorer la performance industrielle du distributeur.

Comme le rappelle la CRE dans l'introduction de sa consultation publique, « la loi du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat [...] introduit un dispositif d'expérimentation (aussi appelé « bac à sable réglementaire ») dans le secteur de l'énergie. Le dispositif prévoit que la CRE et l'autorité administrative « peuvent, chacune dans leur domaine de compétence, par décision motivée, accorder des dérogations aux conditions d'accès et à l'utilisation des réseaux et installations pour déployer à titre expérimental des technologies ou des services innovants en faveur de la transition énergétique et des réseaux et infrastructures intelligents » [...] ». Si la CRE expose ici sous quelles modalités elle prévoit d'examiner les projets d'expérimentation dérogatoires, **l'autorité administrative n'a en revanche pas encore indiqué de quelle manière elle souhaitait étudier les dérogations relevant de sa compétence uniquement.** L'articulation entre les deux dispositifs, le cas échéant, nécessitera d'être précisée.

Enfin, ce bac à sable réglementaire voit son périmètre très clairement fixé, comme la CRE le rappelle dans le chapitre 1.2 de cette consultation : « La loi encadre les dérogations possibles. Elles peuvent porter sur les conditions d'accès et à l'utilisation des réseaux et installations résultant des titres II et IV du livre III et des titres II, III et V du livre IV du code de l'énergie. Il s'agit plus précisément du transport et de la distribution d'électricité et de gaz, de l'accès et du raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz et du stockage de gaz. ». **Il n'est pas précisé ici de quelle manière la CRE pourrait être amenée à collaborer avec d'autres instances de régulation,** dans le cas où des projets ne demanderaient pas une autorisation uniquement de déroger sur les titres concernés du code de l'énergie, mais

aussi sur des dispositions relevant d'autres codes : par exemple, sur les données personnelles, la CRE prévoit-elle de demander l'avis de la CNIL ? Ce point mérite une clarification en amont du premier guichet.

1 Question 1 : Avez-vous des observations sur les critères d'éligibilité envisagés par la CRE ?

Enedis est favorable aux critères d'éligibilité proposés par la CRE.

Enedis observe néanmoins qu'il y a une certaine redondance entre le fait que la dimension innovante puisse être liée à une dérogation à la réglementation en vigueur pour être mise en œuvre (selon l'exemple donné dans la consultation publique), et le critère suivant qui spécifie que le projet fait face à un obstacle réglementaire ou législatif clairement identifié.

Enfin, Enedis souhaite attirer l'attention sur le fait que le bac à sable, destiné à héberger des expérimentations innovantes dans le domaine de la transition énergétique, devrait de facto se trouver sans interférence a priori avec les SI d'Enedis ; néanmoins, Enedis ne pouvant exclure le risque d'impacts qui perturberaient le fonctionnement nominal de ses SI (risque cyber, impact sur la performance, ...), il semble le cas échéant nécessaire de préciser en amont les conditions permettant, dans cette hypothèse, la possibilité d'un retour arrière.

2 Question 2 : Avez-vous des observations sur la procédure envisagée par la CRE ?

La procédure de dépôt des candidatures proposée par la CRE couvre en fait plus largement la procédure de dépôt, d'examen, d'approbation, de vie et de REX de l'expérimentation. Certains points nécessitent, du point de vue d'Enedis, d'être approfondis ou clarifiés.

Les guichets

Enedis note que la CRE prévoit d'ouvrir un à deux guichets par an. En fonction du nombre éventuel de dérogations demandées, notamment si elles requièrent des analyses approfondies, il sera peut-être nécessaire de veiller à lisser l'éventuelle charge associée – et ce, notamment, dans le cas où le GRD serait amené à devoir examiner un certain nombre de dossiers dans un laps de temps contraint (la phase d'analyse approfondie prévue ne durant que 3 mois).

Consultation des GRD

Pour Enedis, il semble par ailleurs nécessaire que des précisions soient apportées sur la manière dont les gestionnaires de réseaux seront consultés dans l'étape d'analyse approfondie :

- La CRE indique consulter « le cas échéant » les gestionnaires de réseaux : si la loi prévoit en particulier que les gestionnaires de réseaux de distribution sont associés à l'expérimentation lorsque les dérogations portent sur l'article L. 322-8 (relatif aux missions du GRD), **il nous semble indispensable que cette nécessité d'associer le GRD soit évaluée pour toute dérogation demandée**, dans la mesure où ces dérogations portent sur les conditions d'accès et à l'utilisation des réseaux et installations résultant des titres II (Le transport et la distribution) et IV (L'accès et le raccordement aux réseaux) du livre III (Les dispositions relatives à l'électricité) du code de l'énergie.
- Par ailleurs, Enedis devrait être systématiquement impliqué dès lors qu'une expérimentation peut interagir avec un de ses **Systèmes d'Information Essentiel** (en tant qu'Opérateur de Service Essentiel). Les enjeux

sont le maintien de l'efficacité opérationnelle de la protection cyber et le maintien de la conformité des homologations prononcées conformément à la réglementation en vigueur.

- Un des critères d'éligibilité à remplir est de « *présenter un bénéfice pour la collectivité si la solution était déployée à terme* ». Or, **la réalisation d'une analyse coûts-bénéfice (ACB) à la maille de la collectivité** demandera d'inclure les impacts (en termes de coûts supplémentaires ou d'économies) pour les gestionnaires de réseau de l'évolution envisagée. Le porteur du dossier de sollicitation du dispositif de bac à sable n'ayant pas nécessairement à sa disposition ces éléments lors de la constitution de son dossier, une consultation du GRD en phase d'analyse approfondie nous semble obligatoire pour compléter l'ACB initiale.
- La CRE prévoit trois mois pour l'analyse approfondie des demandes de dérogation. Ce délai incluant l'analyse éventuelle par Enedis, **un délai minimum de 2 mois pour l'instruction par Enedis doit être prévu**, permettant aux services concernés de faire une analyse d'impact détaillée.
- La notion de « consultation » des GRD appelle une définition plus précise. Sans préjuger des dérogations qui seront demandées par les porteurs de projet, **les GRD pourraient se voir demander un avis par la CRE**. Cet avis pourrait synthétiser :
 - La confirmation par le GRD que la dérogation demandée ne contrevient pas au bon accomplissement des missions de service public des gestionnaires de réseau, ni ne porte atteinte à la sécurité et à la sûreté des réseaux ou à la qualité de leur fonctionnement ;
 - L'analyse par le GRD de la conformité des traitements de données éventuels envisagés par le projet au regard des règles s'imposant audit gestionnaire quant au traitement et à la confidentialité des données des clients ainsi qu'aux dispositifs de cyber sécurité s'y rapportant ;
 - Les impacts financiers éventuels de l'expérimentation pour le GRD – voire la collectivité – ainsi que l'ensemble des contraintes de mise en œuvre (techniques et SI notamment) ;
 - Les perspectives de répliquabilité, vues du GRD, en lien avec le potentiel de déploiement ultérieur (critère d'éligibilité), et notamment les éventuels coûts associés à un passage à grande échelle.
- En lien avec ce point, **la question de la prise en charge des coûts « connexes » découlant d'une expérimentation validée par la CRE**, c'est-à-dire les coûts générés chez les acteurs n'étant pas à l'origine de l'expérimentation, se posera nécessairement. Outre les éventuels coûts de développement SI, si la dérogation est accordée, quel traitement des coûts serait prévu (notamment si la responsabilité d'information est attribuée au GRD) ? La CRE prévoit-elle une couverture par le TURPE ?
- De même, **Enedis souhaiterait être associé au renouvellement de dérogation** qui nécessiterait un nouvel examen (étude d'impact) du dossier.
- S'agissant de demandes qui concerneraient le territoire d'une Entreprise Locale de Distribution, il nous semblerait intéressant de solliciter l'ADEEF sur l'étude d'opportunité de généralisation en fin d'expérimentation, dans l'hypothèse où elle concernerait un territoire géré par d'autres GRD.

Evaluation de l'éligibilité

Enedis note que si le projet peut être mis en œuvre à droit constant, c'est que l'un des critères d'éligibilité n'est pas rempli (« faire face à un obstacle réglementaire ou législatif clairement identifié »). Enedis comprend que cela revient à définir deux possibilités :

- Le projet n'est pas éligible car il ne respecte pas les critères définis par la CRE. Dans ce cas, le porteur du projet peut en être individuellement informé. Si le critère non respecté est celui consistant à faire face à un obstacle réglementaire ou législatif clairement identifié, le porteur du projet est alors informé qu'il peut mettre en œuvre son projet dès à présent et sans avoir recours au dispositif d'expérimentation réglementaire.

- Le projet est susceptible d'entrer dans le cadre du dispositif d'expérimentation réglementaire : le projet passe en phase d'analyse approfondie.

Si un projet est déclaré non éligible au bac à sable réglementaire car la CRE considère qu'il peut être mis en œuvre à droit constant (contrairement à ce que le porteur de projet avait analysé), cette décision peut-elle être rendue publique par le porteur du projet en question ?

3 Question 3 : Avez-vous des observations sur le contenu du dossier de candidature envisagé par la CRE ?

La CRE a précisé quels éléments devraient figurer dans un dossier de candidature.

L'ensemble de ces éléments est jugé cohérent par Enedis, **avec un intérêt tout particulier porté sur la description détaillée du projet et ses objectifs, ainsi que le périmètre envisagé.**

En effet, comme pour tout processus expérimental, la question de **la fin de l'expérimentation est cruciale** ; et il semble à Enedis que le fait de cadrer clairement, dès le début, le périmètre de cette expérimentation (le nombre de participants, les zones géographiques, le chiffre d'affaires généré, mais aussi - s'agissant d'expérimentations portant sur le réseau - le niveau de tension et la liste des ouvrages concernés...) permettrait de s'assurer que cette « sortie d'expérimentation » reste envisageable selon les conditions initialement prévues dans le dossier.

En outre, **comment serait gérée la fin d'une expérimentation dans le cas où l'évolution réglementaire ou législatif serait considérée comme nécessaire par la CRE** : retour à un cadre cohérent avec la législation en vigueur, ou poursuite de l'expérimentation le temps que cette évolution soit votée ou décrétée ?

Le coût global estimé par le porteur de projet (coûts directs et coûts connexes) n'est pas indiqué explicitement comme un élément constitutif du dossier. Néanmoins, les critères d'éligibilité incluant le fait de présenter un potentiel de déploiement extérieur et un bénéfice pour la collectivité si la solution était déployée à terme, les analyses financières doivent nécessairement faire partie du descriptif du projet, selon Enedis.

4 Question 4 : Avez-vous des observations sur le suivi des expérimentations envisagé par la CRE ?

La CRE indique vouloir effectuer un suivi de tout projet faisant l'objet d'une dérogation, sans préciser ni la fréquence de ce suivi, ni les attendus. Si les expérimentations sont pressenties pour durer 18 mois, une fréquence semestrielle, assortie de rapports à des jalons prédéfinis, s'avérerait cohérente avec les pratiques déjà observées dans d'autres cadres (démonstrateurs ADEME ou H2020...).

Ce suivi des expérimentations doit aussi permettre à la CRE de s'assurer que l'expérimentation reste conforme à la définition qui en avait été faite dans le dossier, en termes de cas d'usages et de coûts prévus associés.

Pour tous les sujets qui concerneront le réseau de distribution, **il nous semblerait intéressant d'associer Enedis à ce suivi** ; cela permettrait de veiller, au cours de l'expérimentation, au respect du principe de non atteinte à la sûreté et à la sécurité des réseaux, ainsi que de constater, le cas échéant, des impacts éventuellement non anticipés lors de l'approbation du dossier.

Enfin, il doit être bien clair que **la publication du retour d'expérience est également sous condition du respect de la protection des données éventuellement communiquées par le GRD au porteur du projet** (que le GRD ait ou non été impliqué dans l'opération). A minima, il convient de préciser « En accord avec le porteur du projet et sous réserve du respect des règles relatives à la protection des données (DCP, ICS, etc.), la CRE publiera... ».

5 Question 5 : Voyez-vous d'autres modalités de mise en œuvre qu'il serait nécessaire de préciser ?

Enedis se demande si les dérogations accordées dans ce cadre pourraient devenir la règle s'appliquant à tous, pendant la durée de l'expérimentation, pour la zone concernée, condition qui serait à préciser dans le dossier initial de demande de dérogation. En effet, à la différence des expérimentations menées jusque-là (fonctionnant sur la base de consortiums, avec des participants tous identifiés), la liste des participants à l'expérimentation n'est pas nécessairement connue dès le lancement du projet (notamment si l'expérimentation porte sur des règles d'accès au réseau ou de dimensionnement...).